

GOVERNANCE

Le gouvernement planche sur le programme avec le Fmi



Les membres du gouvernement à l'ouverture du séminaire DR

L'exécutif se réunit du 26 au 28 décembre à Brazzaville dans le cadre du cinquième séminaire gouvernemental. Au menu des échanges, la mise en œuvre du programme de facilité élargie de crédit conclu avec le Fonds monétaire international (FMI), les questions liées à la sécurité, la lutte contre la vie chère et la bonne gouvernance.

A l'ouverture des travaux, le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, a appelé les membres du gouvernement à plus de responsabilité afin que les objectifs du séminaire soient atteints.

Page X

CULTURE ET ARTS

Le Congo et le Venezuela veulent renforcer leur coopération



La ministre Lydie Pongault et l'ambassadeur Anibal José Marquez Munoz

L'ambassadeur du Venezuela au Congo, Anibal José Marquez Munoz, a échangé le 23 décembre, à Brazzaville, avec la ministre de l'Industrie culturelle, touristique, artistique et des Loisirs, Lydie Pongault, sur la

concrétisation des accords signés par les deux parties.

« Nous lui avons réaffirmé la volonté de la République bolivarienne de Venezuela et de la République du Congo de matérialiser les accords de coopération dans les domaines de la culture et des loisirs », a indiqué Anibal José Marquez Munoz à la fin de l'audience.

Page X

FORCES ARMÉES CONGOLAISES

Les unités intègrent les nouvelles casernes

A l'issue de la visite effectuée le 23 décembre dans le complexe des nouvelles casernes de Ndouo, Mont Mambou et Case Barnier, le chef du gouvernement, Anatole Collinet Makosso, et la délégation qui l'accompagnait ont constaté que toutes les unités des Forces armées congolaises y sont bien installées. Par ailleurs, il a promis de déguerpir les occupants illégaux se trouvant aux alentours des casernes. « Cela m'étonnerait que ces acquisitions soient régulières. Mais, nous mettrons tout en œuvre afin que les casernes soient mises à l'abri de cette agression foncière et anarchique de la population », a-t-il déclaré.

Page X



L'exposé du chef d'état-major général des FAC aux membres du gouvernement

PRIX DE L'INNOVATION NUMÉRIQUE

Trois jeunes récompensés

Les trois lauréats du Prix de l'innovation numérique ont été primés le 23 décembre dernier à Brazzaville. Pour ses travaux dans l'agro-alimentaire, la jeune Caraine Banzouzi a reçu le premier

prix. Dajora Mouyombo Mfoutou a été récompensé pour son application de surveillance de nouveaux-nés, alors que Chirel Mongo a été primé pour avoir conçu un drone militaire.

Page X

ÉDITORIAL

Accompagnement

Page 2

ÉDITORIAL

Accompagnement

La Banque de développement des Etats de l'Afrique centrale (BDEAC) a pris, au cours de son assemblée générale le 22 décembre dernier à Douala, la capitale économique du Cameroun, l'engagement d'accompagner les Etats membres dans le processus de diversification de leurs économies.

Il s'agit d'une démarche essentielle dans la mesure où les économies des six pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) extraverties doivent s'adapter aux défis que pose la fluctuation des prix des matières premières sur le marché international.

Pour atteindre cet objectif, la BDEAC devra renforcer ses capacités de mobilisation des fonds, assainir sa gestion, augmenter son enveloppe consacrée au financement des projets et financer des initiatives à fort impact en matière de développement socioéconomique et d'intégration sous-régionale.

Avec une population en majorité jeune, la Cémac est aussi l'une des régions du continent les mieux nanties en ressources naturelles. Elle demeure cependant faiblement équipée en infrastructures de communication. Dans ce contexte, la BDEAC est appelée à appuyer les Etats dans leurs politiques d'intégration.

La diversification des économies nécessite des investissements dans les secteurs stratégiques parmi lesquels figurent en bonne place l'agriculture, l'industrie, le tourisme, le transport, le numérique, les mines et le bois. La Cémac peut compter sur la BDEAC dans la perspective de la Zone de libre échange continentale africaine.

Les Dépêches de Brazzaville

PRIX DE L'INNOVATION NUMÉRIQUE

Trois jeunes créateurs récompensés

La jeune créatrice congolaise, Caraine Banzouzi, a obtenu le premier prix pour ses travaux dans l'agro-alimentaire, pendant que le deuxième est revenu à Dajora Mouyombo Mfoutou, initiatrice d'une application de surveillance de nouveau-né et le troisième à Chirel Mongo, l'auteur du drone militaire. Les prix ont été remis aux bénéficiaires le 23 décembre par le ministre de tutelle, Léon Juste Ibombo.



Les lauréats posant avec les autorités Adiac

Les trois lauréats ont reçu leurs récompenses lors de la cérémonie de la cinquième édition du Prix de l'innovation numérique Denis-Sassou-N'Guesso, couplée au programme de formation « Seeds for the future » (semence du futur), organisée par le ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Économie numérique, en partenariat avec la société chinoise Huawei.

Pour le côté original de son projet et sa pertinence, Caraine Bazouzi a bénéficié d'un chèque d'un million FCFA, d'un ordinateur et d'une attestation d'assurance santé de la compagnie NSIA. Elle a mis en place le projet Agri-Boost, un dispositif permettant d'automatiser l'irrigation, de gérer le PH du sol et de gérer la désinfection des plantes contre les insectes dévoreurs.

Les deux autres finalistes du Prix de l'innovation numérique 2022, Dajora Mouyombo Mfou-

tu et Chirel Mongo, respectivement deuxième et troisième, ont aussi reçu des chèques de 750 000 et 500 000 FCFA, un ordinateur chacun et des attestations d'assurance NSIA. Ils ont été récompensés pour leurs travaux en matière de santé du nouveau-né et la sécurité.

Notons que les lauréats ont été retenus par un jury après un long processus de sélection et d'examen d'idées de projets. Les candidats ont bénéficié des sessions de formation de « haute facture », donnée notamment par les experts de Huawei, ce géant mondial dans les technologies de pointe comme la 5G. L'ambassadeur de Chine en République du Congo, Ma Fulin, a salué la formation des jeunes talents, contribuant à affermir la coopération entre les deux pays. La démonstration faite par les jeunes créateurs est une preuve supplémentaire que le pays re-

torge de nombreux talents dans le secteur du numérique, a assuré le ministre Léon Juste Ibombo. « À cette occasion qui nous réunit ce jour, je réaffirme mon engagement à accompagner jusqu'à maturation les meilleurs projets. Je sais combien il était difficile pour le jury de départager les porteurs des projets dont les qualités se valaient, se côtoyaient en ingéniosité », a-t-il déclaré, avant de signer un accord de partenariat avec le géant chinois Huawei.

L'édition de cette année a été organisée avec le soutien de la pépinière d'entreprise Kosala, la société Sotracom, le Fonds d'accès pour le service universel des communications électroniques, l'Agence de régulation des postes et des communications électroniques et la société Mambas Service.

Fiacre Kombo

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chef de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba

Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Ange Pongault
Adjoint à la direction : Kiobi Abira
Bermely Ngayouli, Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Arcade Bikondi, Emeline Loubayi, Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Armelle Mounzeo

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialo, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelélé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint : Elvy Bombete
Coordonnateur : Rachyd Badila

Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

CINQUIÈME SÉMINAIRE GOUVERNEMENTAL

La deuxième revue du programme avec le FMI au cœur des échanges

Réunis à l'occasion du cinquième séminaire gouvernemental, du 26 au 28 décembre à Brazzaville, les membres du gouvernement vont, entre autres, passer en revue des questions liées à la bonne gouvernance, la sécurité ainsi que la deuxième revue du programme de facilité élargie de crédit avec le Fonds monétaire international (FMI).

Le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, dans son discours d'orientation, a rappelé aux membres du gouvernement la nécessité de s'accorder sur des mesures courageuses à prendre dans le cadre de l'exécution des engagements internationaux.

« Il s'agit notamment des engagements portant sur le programme triennal appuyé par la facilité élargie de crédit du Fonds monétaire international après une première année d'exécution satisfaisante. C'est aussi le cas pour des mesures d'urgence à prendre aux fins de faciliter l'examen des dossiers sollicités de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement », a rappelé le chef du gouvernement.

L'exécutif devra également, a prescrit son chef, envisager et imaginer des méthodes plus efficaces, plus efficientes et plus performantes de recherche et de mobilisation des ressources indispensables à la réalisation des douze batailles du Programme d'action du gouvernement et des axes prioritaires du Plan national de développement (PND) 2022-2026. Selon Anatole Collinet Makosso, le succès du PND dépend de la capacité du

gouvernement à mobiliser les financements innovants en captant les investissements privés en investissements directs étrangers et en partenariat public-privé. Le but étant de ne plus faire dépendre le développement du pays des seules ressources publiques.

Contenir l'inflation

« Il nous faut, en outre, évaluer les mesures que nous avons prises lors du dernier séminaire dans le cadre du plan de résilience mis en œuvre pour lutter contre la vie chère et l'insécurité alimentaire. C'est le cas, par exemple, des mécanismes de soutien en faveur des producteurs locaux pour réussir la substitution progressive des denrées importées par les productions locales », a-t-il poursuivi.

Le gouvernement est aussi invité à réfléchir sur la stratégie la plus efficace pour contenir l'inflation qui se présente comme un impôt venant de l'extérieur. Pour le Premier ministre, les pouvoirs publics ont pendant longtemps contenu l'inflation en la faisant supporter par les finances publiques en vue de protéger le consommateur. Ceci, en subventionnant totalement certains produits essentiels de-



Photo de famille/DR

puis plus d'une dizaine d'années.

« La question est de savoir si, au rythme actuel de l'économie mondiale, nous pouvons faire participer le consommateur à la maîtrise de cette inflation ou si nous devons continuer à le tenir à l'écart ? Les objectifs et les résultats attendus de ce séminaire s'imbriquent et concourent tous vers le même but, à savoir l'amélioration sans cesse des conditions de vie et du pouvoir d'achat des citoyens, gage d'une paix sociale pérenne », a-t-il circonscrit, soulignant la nécessité d'aborder des questions liées à la bonne gouvernance, à la paix et à la sécurité inscrites dans le PND au titre des domaines d'accompagnement.

Renforcer les moyens d'action de la force publique

Ainsi, la bonne gouvernance s'est aussi invitée à l'ordre du jour de ce séminaire pour impliquer, a dit le chef du gouvernement, l'ensemble des forces vives de la nation dans la lutte contre les antivaleurs. Le but est l'amélioration du climat des affaires et la qualité du service public. Au regard de l'interdépendance entre la paix, la sécurité, la stabilité politique et le développement, la problématique sécuritaire sera débattue afin de permettre le renforcement des moyens d'action de la force publique engagée dans la défense de l'intégrité territoriale, la sécurisation ainsi que la libre circulation des personnes

et des biens; surtout en ces temps caractérisés par des actes de sabotage de l'économie nationale et des troubles divers à l'ordre public.

« J'en appelle donc à une plus grande responsabilité de tous, individuellement et collectivement, pour prendre des mesures concrètes qui s'imposent en vue d'atteindre les objectifs que ce séminaire s'est fixés dans un esprit d'actions sectorielles mais complémentaires », a conclu Anatole Collinet Makosso, sollicitant l'expertise des partenaires au développement, techniques et financiers, pour la pérennisation de cette initiative qui est devenue comme une véritable école du donner et du recevoir.

Parfait Wilfried Douniama

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Les acteurs du système éducatif attendus sur le terrain

La Haute autorité de lutte contre la corruption (Halc), en partenariat avec les ministères des enseignements, a organisé, du 22 au 24 décembre à Brazzaville, une vaste campagne de sensibilisation à la corruption et la fraude en milieu scolaire. L'objectif de ce moment de partage et de conscientisation était de mettre en garde les participants.

A travers le thème « Bannissons la corruption et la fraude en milieu scolaire », la campagne a connu plusieurs moments et beaucoup d'activités ont été menées pour véhiculer avec assurance le message du Halc et édifier les participants. Il y avait, en effet, des sketches, des projections vidéos, des jeux concours, des échanges, de la musique, du slam et des débats autour de la corruption. Les chefs d'établissement scolaire, enseignants et élèves qui ont participé à la campagne ont salué l'initiative et se sont engagés à accompagner la Halc en luttant efficacement contre ce fléau qui gangrène le milieu éducatif congolais.

Selon les organisateurs, le déroulement de cette campagne a été une vraie réussite. « Nous devons tous militer pour l'éradication de la corrup-



Bannissons la corruption et la fraude en milieu scolaire/DR

tion dans notre société. Il y a un numéro vert qui existe, le 1023, et les gens doivent appeler pour dénoncer les actes de corruption. L'école est le

socle de l'épanouissement de la société. Comme dans d'autres structures où nous sommes passés, le milieu scolaire mérite un nettoyage », a

indiqué Carine Ella Mambélé, cheffe de division communication à la Halc.

A en croire le secrétaire général de la Halc, Michel Mambili

Aweyambi, cette campagne a été également une occasion de vulgariser les rôles et missions de cette institution ainsi que le numéro gratuit 1023.

Le responsable de la direction antifraude au ministère de l'enseignement général, Frédéric Menga, puis celui de l'enseignement technique, Michel Oyoulou, ont respectivement encouragés la Halc à poursuivre ce combat « commun ». Ils ont, en même temps, promis de mutualiser les efforts afin d'éradiquer ces tares en milieu scolaire.

A l'ouverture de la campagne, le président de la Halc, Emmanuel Ollita Ondongo, avait rappelé que celle qui a réuni les acteurs du système éducatif est la dixième du genre après le passage dans neuf autres administrations en un laps de temps.

Rude Ngoma

DISTINCTION

La ministre Ingrid Ébouka-Babackas reçoit le trophée Iford

La ministre du Plan, de la Statistique et de l'Intégration régionale, Ingrid Olga Ghislaine Ébouka-Babackas, a été récompensée le 23 décembre, à Brazzaville, pour son passage « remarqué » à la tête du Conseil des ministres de l'Institut de formation et de recherche démographiques (Iford).

La République du Congo a assuré la présidence du Conseil des ministres de l'Iford durant un mandat de deux ans de 2019-2021. Malgré le contexte difficile de la pandémie de covid-19, la présidence congolaise a pu redynamiser les activités de cet institut, un organisme panafricain qui joue un rôle clé dans la formation des jeunes cadres et le développement sur le continent.

En remettant le trophée à l'intéressée, le représentant résident du Fonds des Nations unies pour la population (Fnuap), Victor Rakoto, a salué les efforts consentis par la présidence congolaise de l'Iford pour redynamiser une organisation en difficulté. Cette distinction est donc la reconnaissance des efforts en faveur de l'intégration et du développement sur le continent.

En effet, la remise du prix Iford encourage à mieux faire et à continuer d'œuvrer pour l'essor des pays africains, a réagi la ministre Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas. « Je suis particulièrement honorée de recevoir ce trophée de la part de l'Iford, mais remis par le représentant résident du Fnuap, car nous avons eu à travailler pendant deux ans à redresser l'Iford, en étroite collaboration avec l'ad-



Photo de famille/Adiac

«...Nous nous réjouissons que de temps en temps, nous puissions recevoir des distinctions, mais modestement cela nous invite à toujours mieux faire »

ministrateur de l'institut. Nous nous réjouissons que de temps en temps, nous puissions recevoir des distinctions, mais modestement cela nous invite à toujours mieux faire », a-t-elle déclaré.

De nombreuses initiatives ont, en effet, été menées sous la présidence congolaise en vue de relancer les activités de l'Iford créé en 1972. C'est le cas de la tenue, en octobre dernier à Brazzaville, du Conseil d'administration de l'Iford ayant réuni des statisticiens et démographes du continent. L'objectif de la rencontre était de permettre à l'institution de jouer sa partition dans la formation des cadres africains, pour faire face à la pénurie des cadres démographiques devant l'importance croissante des problèmes de population en Afrique. La session de Brazzaville avait permis aux participants d'adopter le Plan d'actions prioritaires et le budget 2023, de présenter le rapport de l'audit organisationnel de l'Iford, d'assurer le suivi du processus de recrutement d'un nouveau directeur exécutif de l'organisation, de réviser les textes organiques ainsi que de préparer des recommandations à soumettre au Conseil des ministres de l'Union africaine.

Fiacre Kombo

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES

PEINTURES

CÉRAMIQUES

MUSIQUE









L'art dans sa **Généralité,**
de la **Tradition**
à la **Modernité**

Situé sur **84 Boulevard Denis Sassou Nguesso**
immeuble les manguiers (Mpila)
dans l'enceinte des **Dépêches de Brazzaville**

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE D'IGNIÉ

Des journées portes ouvertes prévues à Maloukou

L'Association de mobilisation des partenaires techniques et financiers engagés pour l'Afrique (AMPTFEA) va organiser, du 13 au 15 janvier prochain, au village Mandié à Maloukou Tréchet, dans le Pool, des journées portes ouvertes sur les projets de développement socioéconomique et culturel. Le 24 décembre à Brazzaville, le staff dirigeant de cette association a tenu une réunion technique au cours de laquelle il a validé provisoirement les projets à présenter lors de cette rencontre.

Les journées portes ouvertes de Mandié sont l'initiative du député d'Ignié, Ernest Vianney Enko Mbalawa, président de l'AMPTFEA. Environ cent personnes y prendront part, parmi lesquelles des animateurs des organisations de la société civile ; des parlementaires ; des responsables administratifs ; des partenaires financiers et la population locale.

L'objectif visé est multiple. Il s'agit, entre autres, de lancer un programme de microréalisation communautaire dans la zone de Maloukou-Mandié ; mobiliser autour des besoins de développement communautaire de ladite zone ainsi qu'élaborer une chaîne de valeur par des méthodes du Brettom-up.

A cet effet, l'association présentera aux participants

son plan d'action ainsi que les différents projets socioéconomiques et culturels qu'elle a retenus et promis de développer dans la zone communautaire de Maloukou.

« L'AMPTFEA a lancé un programme de micro-réalisation dans le district d'Ignié. Nous voulons donc mobiliser les partenaires afin de leur sol-

liciter des financements conséquents pour l'exécution d'un certain nombre de projets communautaires. Ceux-ci seront présentés à tous lors des journées portes ouvertes qui se tiendront au village Mandié, du 13 au 15 janvier. A l'occasion, nous allons valider quelques projets à développer, avant de les soumettre à nos par-

tenaires », a indiqué Yvon Patrick Ongagna, un expert en la matière.

A ce jour, huit projets d'intérêt socioéconomique et culturel sont identifiés. Ils seront réexaminés et approuvés par l'ensemble des partenaires. Au nombre de ces projets, il y a celui concernant la construction d'un bateau ambulance. Ce projet conçu sur la base des

doléances de la population de la zone servira de centre de soins mobile pour soigner à moindre coût la population de Maloukou située le long du fleuve Congo.

« Nous avons conçu des projets agricoles pour lesquels nous allons développer les groupements agricoles constitués des villageois de la zone. De même, nous avons un autre projet sur l'élevage en cage flottante qui permettra aux pêcheurs de ce couloir fluvial de pratiquer une pêche qui leur procurera de l'argent. Cette option est pour nous une manière d'accompagner le chef de l'Etat dans sa politique de développement », a souligné, pour sa part, le directeur de cabinet du député d'Ignié, Duval Destin Nina.

Firmin Oyé

« Nous avons conçu des projets agricoles pour lesquels nous allons développer les groupements agricoles de la zone. De même, nous avons un autre projet sur l'élevage en cage flottante qui permettra aux pêcheurs de ce couloir fluvial de pratiquer une pêche qui leur procurera de l'argent. Cette option est pour nous une manière d'accompagner le chef de l'Etat dans sa politique de développement »

ECOLE MILITAIRE PRÉPARATOIRE GÉNÉRAL LECLERC

Les meilleurs enfants de troupe promus

La cérémonie de proclamation des résultats du premier trimestre de l'année scolaire 2022-2023, couplée à la présentation du fanion et du parrainage des élèves de la sixième, s'est déroulée le 23 décembre à Brazzaville.

Douniame d'Etat Silas le Saint, élève en classe de première, qui a obtenu 16,50 de moyenne sur 20 ainsi que les autres meilleurs enfants de troupe ont été nommés au grade-école. A cette occasion, les résultats du premier trimestre de la présente année scolaire ont été rendus publics avec des moyennes allant de 12 à 16.

Le commandant de l'Ecole militaire préparatoire général Leclerc, le colonel Serge Oya, a invité les jeunes à respecter la devise qui est celle de travailler dans la discipline, notamment « la bravoure, l'ardeur au travail », ajoutant « Le goût du risque et de l'effort continu sera désormais pour vous le bien le plus précieux ».

Interrogé par la presse à l'issue de la cérémonie, Douniame d'Etat Silas le Saint a déclaré qu'il s'agit là des fruits de l'assiduité et de la discipline.

Notons que cette cérémonie présidée par le commandant des Ecoles des forces armées congolaises, le général de brigade Charles Victor Bantadi, a été marquée, entre autres, par la présentation du fanion aux jeunes de la sixième, ainsi que leur parrainage par les anciens de la terminale.

La cérémonie s'est achevée par une parade militaire.

Guillaume Ondze

INSTITUT DES JEUNES SOURDS

La Fondation Burotop Iris améliore les conditions d'apprentissage

L'organisation humanitaire et sociale que dirige Diana Attie a réhabilité l'Institut des jeunes des sourds de Brazzaville et équipé sa bibliothèque, en réponse à l'initiative de l'association Les jeunes cadres, administrée par Florian Koulimaya.

La Fondation Burotop Iris a remis à l'établissement du mobilier de bureau, cinq ordinateurs et deux splits. Un fonds important a été également accordé pour la rénovation intérieure des salles de classe.

Les enfants malentendants sont souvent oubliés ou négligés dans la société si ce n'est pas dans cercles familiaux alors qu'ils ont besoin d'une attention particulière des hommes valides. La Fondation Burotop Iris, pour sa part, est fière de contribuer à l'accès des enfants au monde de la connaissance dans une recherche d'émancipation individuelle et collective.

« Fidèle à ses valeurs, quel beau et louable projet que de rénover et aménager une belle bibliothèque pour l'Institut des jeunes des sourds de Brazzaville! On ne peut évidemment pas agir sur les handicaps mais on peut ré-



Vue de la salle réhabilitée/Adiac

unir toutes les énergies pour tenter de pallier quelques difficultés au sein de notre société. La fondation continuera à prendre régulièrement des nouvelles de l'école », a indiqué Diana Attie.

Cette fondation œuvre à l'amélioration des conditions de vie des hommes, des femmes et des enfants congolais dans l'éducation, la santé, le social et l'environnement. Sa directrice se dit « heureuse de

pouvoir agir chaque jour auprès des plus vulnérables, de redonner du réconfort aux personnes qui en ont besoin et d'être un trait d'union pour redonner espoir dans la réussite de tous et de chacun ».

Créée il y a dix ans, la Fondation Burotop Iris est une association non gouvernementale de droit congolais reconnue d'utilité publique.

Fortuné Ibara

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Des agents de l'Etat éduqués sur la gestion axée sur les résultats

La présidente du Conseil économique, social et environnemental (CESE), Emilienne Raoul, a ouvert, le 26 décembre à Brazzaville, l'atelier de sensibilisation à la gestion axée sur les résultats, la chaîne prospective, planification, programmation, budgétisation et suivi et évaluation ainsi que sur les droits de l'homme.

La formation organisée par le ministère du Plan, de la Statistique et de l'Intégration régionale et celui des Finances et du Budget, en partenariat le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), regroupe jusqu'au 28 décembre le personnel du CESE ainsi que celui du Conseil consultatif de la femme. Elle permet de comprendre le processus des programmes ou projets et l'évaluation des politiques publiques, a expliqué la présidente du CESE, ajoutant que l'un des principaux objectifs de l'évaluation des politiques publiques est de mesurer l'impact de la politique menée par les pouvoirs publics au profit de la population.

« L'évaluation est donc un outil pour faciliter et améliorer la décision politique.



Les participants à l'atelier/Adiac

Elle est aussi un moyen pour rendre compte aux citoyens de ce que font les pouvoirs publics dans les différents secteurs de vie des citoyens », a indiqué Emilienne Raoul.

Pour Antoinette Kébi, présidente du Conseil consultatif de la femme, la volonté de ses agents est de contribuer à une administration performante dans le respect de la

chaîne prospective, la planification, la programmation, la budgétisation et le suivi et évaluation ainsi que sur les droits de l'homme.

Le chargé d'affaires au Pnud, Joseph Ikoubou, a souligné de son côté les missions assignées à ces deux institutions qui exigent des commissaires et cadres ayant des connaissances sur la prospection, la planification prospective,

la programmation et la budgétisation d'avoir les capacités de faire le lien entre ces paramètres de la gestion avec celui de la promotion et la protection des droits de l'homme.

Pendant trois jours, les enseignements seront donnés par différents orateurs. La communication sur l'introduction à la gestion axée sur les résultats a été donnée par le

consultant Daniel Mikayoulu qui l'a définie comme une approche de résultat qui se concentre sur la réalisation. Selon lui, elle fait appel à l'éthique, au changement et à l'innovation.

« La gestion axée sur les résultats doit être une responsabilité pour garantir et rendre compte de l'atteinte des résultats. Elle permet de suivre les progrès vers l'atteinte des résultats permettant d'apprécier la performance ou le changement », a-t-il indiqué.

Les participants bénéficieront également des connaissances sur l'introduction à la prospective, la planification et la programmation appliquées à l'élaboration des politiques des programmes et des projets de l'Etat et bien d'autres.

Lydie Gisèle Oko

FÊTE DE LA NATIVITÉ

La FCA à la rescousse des orphelinats et centres d'accueil

La Fondation Congo Assistance (FCA) a remis, le 22 décembre, des vivres et non vivres à plus de cinq cents enfants admis dans quinze orphelinats et centres d'accueil de Brazzaville.

Le don de Congo Assistance a été remis par sa secrétaire générale adjointe, Rosalie Biangana Vouka, représentant l'épouse du chef de l'Etat, Antoinette Sassou N'Gusso. Il est constitué du riz, du poisson salé, des draps, des fournitures scolaires, des jouets, etc.

En effet, Noël qui constitue avec Pâques des grandes fêtes chrétiennes s'est progressivement chargé de traditions locales. L'association d'idées d'une naissance, celle de l'enfant Jésus, a facilité la place centrale qu'occupe la famille dans ce sens et le déroulement de cette fête.

« La présidente de la FCA, Mme Antoinette Sassou N'Gusso, par ma voix, vous félicite pour cette tâche difficile, mais combien noble que vous assumez chaque jour auprès des enfants dont vous devenez les parents, et qui exige de vous beaucoup d'amour; n'est pas facile », a souligné la secrétaire générale adjointe de la FCA, dans son allocution adressée aux responsables des orphelinats.

La remise des dons aux orphelinats de Brazzaville s'inscrit dans le cadre de la lutte contre l'exclusion des



Rosalie Biangana remettant un échantillon du don/Adiac

« La présidente de la FCA, Mme Antoinette Sassou N'Gusso, par ma voix, vous félicite pour cette tâche difficile, mais combien noble que vous assumez chaque jour auprès des enfants dont vous devenez les parents, et qui exige de vous beaucoup d'amour »

enfants vulnérables et démunis en période des fêtes. Elle avait pour objectif, entre autres, de leur donner l'opportunité de vivre la joie des festivités de fin d'année, à l'instar des autres enfants du monde et, enfin, de contribuer à leur épanouissement.

« Merci à Mme Sassou N'Gusso pour ce don. C'est un grand geste qui nous encourage, nous qui gérons ces structures car; nous rencontrons d'énormes difficultés », a dit le frère Izalo Bouo.

Yvette Reine Nzaba

FÊTE DE LA NATIVITÉ

Ernest Enko Mbalawa redonne du sourire aux enfants d'Ignié

Le député de la circonscription électorale unique d'Ignié, dans le département du Pool, Ernest Vianney Enko Mbalawa, a offert le 24 décembre des jouets à plus de quatre cents enfants de cette communauté urbaine ainsi de quelques villages environnants.

Le don composé, entre autres, de voitures, poupées, ustensiles de cuisine a redonné du sourire à plusieurs enfants qui ne s'y attendaient pas. Selon des témoignages, c'est pour la première fois qu'un élu du peuple accomplit un tel élan de solidarité en leur faveur dans cette sous-préfecture. « J'ai accompagné mes petites sœurs qui ont toutes eu des jouets alors qu'au niveau des parents, nous avions déjà perdu espoir. Merci au député pour ce geste qui nous reconforte beaucoup », s'est réjouie Julvie Batandou.

D'autres bénéficiaires ne sont pas également restés indifférents de ce geste de générosité. « Lorsque j'ai appris que le député venait partager des jouets, j'ai emmené mes petites filles qui ont été servies. C'est une joie immense pour moi, puisque cela m'a épargné des dépenses supplémentaires », a déclaré une femme.

Un même sentiment du côté des autorités locales



Les officiels célébrant l'arbre de Noël avec les enfants d'Ignié/Adiac

qui se sont engagées à accompagner le député dans ses différentes œuvres. « J'aimerais témoigner ma gratitude auprès du député pour ce geste qui n'est pas le premier. Nous le remercions pour tout, il suffit de regarder la joie sur la face des enfants pour comprendre ce qui s'est passé ici. Il a redonné le sourire aux enfants », a laissé entendre la secrétaire générale de la communauté urbaine d'Ignié, Ornella Sama

Justifiant son geste, Ernest Vianney Enko Mbalawa a rappelé qu'il n'a pas voulu déroger à la règle consistant à donner la joie aux enfants pendant la période de fêtes. « Je suis très heureux d'être parmi vous aujourd'hui pour célébrer ensemble cette fête. Le plus beau des cadeaux cette année c'est que nous soyons tous réunis pour partager cette belle fête dans la joie et le respect. Noël est là, mo-

ment fatidique pour tous les parents, surtout dans un contexte actuel financièrement difficile. C'est à ce titre qu'une attention particulière a été consentie cette année pour que la fête soit plus joyeuse, plus festive pour vous », a expliqué l'élu.

Le député de la circonscription électorale unique d'Ignié a, par ailleurs, souhaité que la fête de Noël ne soit pas réduite à la seule pratique de distribution

d'objets et cadeaux aux enfants, mais qu'elle soit aussi un moment d'humanité. « Profitons donc de ces moments de joie et faisons en sorte qu'ils soient possibles aussi tous les autres jours de l'année, afin que cette fête soit une porte ouverte sur le bonheur. Chers enfants, vous donnerez satisfaction à vos papas et mamans, en restant très attentifs à leurs recommandations », a conseillé le député.

Ernest Vianney Enko Mbalawa a également rappelé que 2022 qui est sur le point de se terminer a été une année mouvementée en ce sens qu'elle a connu l'alternance électorale dans le district d'Ignié. C'est ainsi qu'il a demandé l'accompagnement et le soutien multiforme des filles et fils de cette contrée. « Personne d'entre nous ne doit s'accommoder car le chemin est encore long à parcourir face aux défis qui nous attendent », a conclu le député.

Parfait Wilfried Douniama

Anadvc offre des jouets aux enfants déficients visuels

L'Association nationale des déficients visuels du Congo (Anadvc) que dirige Rostand Sita a remis, le 24 décembre, des jouets aux enfants déficients visuels dans le cadre de la célébration de ses 40 ans d'existence.

Plus de cinquante enfants venus de tous les arrondissements de Brazzaville, accompagnés de leurs parents, ont répondu à l'appel de l'association. Ces enfants, en majorité élèves à l'Institut national des aveugles du Congo, ont été assistés par leurs enseignants.

Les récipiendaires ont bénéficié des jouets de différentes natures. Il s'agit notamment des poupées, voitures, ballons et ustensiles de cuisine ainsi que des frais de transports au siège de l'Anadvc. L'objectif était de leur permettre de passer la fête de la Nativité dans la joie comme les enfants valides. Le président de l'Anadvc, Rostand Sita, a encouragé ces enfants à aimer l'école. « Le handicap ne doit pas vous empêcher d'aller à l'école. Travaillez car vous avez la capacité d'apprendre pour devenir des responsables demain », a-t-il dit.

Le geste a permis aux enfants

de garder un bon souvenir. Il vient également de marquer un réveil au sein de l'association afin de mettre en lumière les efforts consentis vers la gestion de la question de handicap visuel. « L'Anadvc constitue le premier maillon de la chaîne associative engagée pour promouvoir les droits des personnes aveugles et malvoyants au Congo. Elle reste constante à sa mission pour assigner un lendemain meilleur des aveugles et malvoyants du Congo », a-t-il dit.



Les enfants déficients visuels (Adiac)

« L'Anadvc constitue le premier maillon de la chaîne associative engagée pour promouvoir les droits des personnes aveugles et malvoyants au Congo. Elle reste constante à sa mission pour assigner un lendemain meilleur des aveugles et malvoyants du Congo »

La célébration de ses quarante ans a été marquée par un don de sang au Centre hospitalier universitaire. Notons que l'Anadvc a été créée le 22 décembre 1982. Plusieurs actions ont été réalisées parmi lesquelles la formation dans divers domaines, la sensibilisation des déficients visuels à l'écriture braille et bien d'autres.

Lydie Gisèle Oko

FÊTE DE LA NATIVITÉ

Deux cents enfants de Poto-Poto 3 en excursion au parc zoologique

Le député de la troisième circonscription de Poto-Poto, le troisième arrondissement de Brazzaville, Ferréol Constant Patrick Gassackys, a passé plus de quatre heures d'excursion avec les enfants de ladite circonscription, le 24 décembre.

Si habituellement le député de Poto-Poto 3 célèbre la fête de la Nativité avec les enfants de sa circonscription en leur octroyant des jouets, pour cette année 2022 Ferréol Constant Patrick Gassackys a préféré leur offrir du plaisir et de la gaieté en les occupant pendant quatre heures dans le parc zoologique de Brazzaville, entièrement rénové. Le but de cette excursion à caractère pédagogique et instructive a été non seulement de revaloriser ce patrimoine touristique mais aussi d'apprendre aux enfants à protéger l'environnement. « Noël c'est la fête des enfants et chaque fois, nous essayons de leur apporter un peu de plaisir. Nous avons, tenant compte des enjeux planétaires, notamment la protection de l'environnement et le changement climatique, décidé de les ame-



Les enfants pendant l'excursion / Adiac

« Noël c'est la fête des enfants et chaque fois, nous essayons de leur apporter un peu de plaisir. Nous avons, tenant compte des enjeux planétaires, notamment la protection de l'environnement et le changement climatique, décidé de les amener ici au parc zoologique. Nous avons voulu donc faire un peu de la pédagogie en leur faisant découvrir la faune, les richesses du Congo à travers une excursion touristique en ces lieux »

ner ici au parc zoologique. Nous avons voulu donc faire un peu de la pédagogie en leur faisant découvrir la faune, les richesses du Congo à travers une excursion touristique en ces lieux », a déclaré le député de Poto-Poto 3.

Il a indiqué également que cette excursion avec les enfants était une manière de dire à tous les Congolais de revaloriser ce patrimoine touristique qu'est le parc zoologique, qui a aussi l'aire des jeux. « C'est un endroit pédagogique et instructif pour les jeunes. Certes, ces enfants sont encore très jeunes mais ils sont l'avenir de demain. Nous avons donc voulu leur inculquer ces valeurs, parce que c'est utile pour la survie de l'espèce humaine », a expliqué Ferréol Constant Patrick Gassackys.

Bruno Okokana



ASSOCIATION DES ANCIENS ENFANTS DE TROUPE

NÉCROLOGIE

Le président du bureau exécutif national de l'association des Anciens enfants de troupe du Congo (AET) informe toute la communauté des anciens enfants de troupe, du décès de l'AET Aaron Nkakou, matricule 632 de la promotion des grands anciens, survenue le 12 décembre 2022 en France.

La veillée funèbre se tient à son domicile situé derrière l'ambassade de la République centrafricaine en République du Congo.

Toutes les dispositions inhérentes à l'inhumation de ce vénérable grand ancien seront communiquées ultérieurement.



Jules César Ollébi, agent des Dépêches de Brazzaville, Honoré Ngongnie, Félix Olo, Serge Ngoyi, Léonie Omboulou, Alphonsine Ngongnie, la mutuelle et la famille Ndzon Vara ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur fille, mère et grand-mère Béatrice Ngoyi, survenu le 24 décembre 2022 à Brazzaville. La veillée mortuaire au n°228 de la rue Bouenza à Talangaï (arrêt mama Mboulé - Bar Otina)

Le personnel de Conseimo-Etudes, Mme Loukoula Denise et la famille Bassala ont la profonde douleur d'annoncer aux amis et connaissances du décès de leur frère, oncle et père Pascal Bassala, le 19 décembre 2022 à Brazzaville. La veillée mortuaire se tient sur la rue Mpika au n°19 quartier Météo à Makélékélé. Le programme des obsèques sera communiqué ultérieurement.



IN MEMORIAM



Aive Anthony Belfort Allakoua Nzoussi
Voici un an jour pour jour que tu nous as quittés. Ta disparition brutale du haut de ton innocence a laissé de profondes blessures dans nos cœurs, mais tu vivras à jamais dans nos souvenirs.

CONGO/VENEZUELA

Matérialiser les accords de coopération culturelle

L'ambassadeur du Venezuela au Congo, Anibal José Marquez Munoz, a échangé le 23 décembre, à Brazzaville, avec la ministre de l'Industrie culturelle, touristique, artistique et des Loisirs, Lydie Pongault. Les deux personnalités ont abordé, entre autres, la concrétisation des accords dans les deux domaines de la culture et du tourisme.

« Nous lui avons réaffirmé la volonté de la République bolivarienne de Venezuela et la République du Congo de matérialiser les accords de coopération dans les domaines de la culture et des loisirs. Nos gouvernements et nos deux peuples ont travaillé là-dessus. Elle occupe aujourd'hui un département qui unit à la fois la culture et le tourisme pour lesquels le Venezuela et le Congo ont travaillé sur des accords de coopération », a signifié Anibal José Marquez Munoz.

L'objectif visé, a dit l'ambassadeur, est que les deux ac-



La ministre Lydie Pongault et l'ambassadeur Anibal José Marquez Munoz

cords puissent faire partie de la grande commission mixte de coopération entre les deux pays, envisagée pour février ou mars 2023, à Caracas. « Une occasion propice pour qu'une forte délégation congolaise fasse le déplacement de Caracas pour qu'on puisse exprimer la fraternité historique, ethnique et culturelle qui existe entre les deux peuples », a-t-il ajouté.

L'ambassadeur s'est dit très satisfait de cette réunion, parce que les objectifs fixés ont été atteints et raffermissent les liens d'amitié entre le Congo et le Venezuela.

Rosalie Bindika

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



*CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



DIPLOMATIE

Recul de l'influence française en Afrique

Après avoir été un acteur politique, économique et culturel majeur en Afrique, d'abord en tant que colonisateur, ensuite en tant que partenaire, la France, incapable de revoir son approche diplomatique et économique, subit un recul, sérieux, de son influence sur le jeune continent. Au grand dam de ses propres intérêts et de ceux de ses amis, écrit l'essayiste politique marocain, Adnan Debbarh dans un récente chronique.

La France n'a plus bonne presse en Afrique, surtout dans les pays où elle a eu une présence coloniale. Bien lointaine apparaît la faste période (1960-1990) d'une présence africaine appelée « les trente glorieuses », à l'instar des autres « trente glorieuses (1945-1973) » de la croissance économique mondiale.

La chute du mur de Berlin et l'incapacité de la diplomatie française à anticiper ses conséquences politiques et économiques ont durement affecté une situation de confort qui semblait acquise. Jusqu'aux débuts des années 2000, la France a été habitée par la certitude que rien de concret ne pouvait se faire « sans elle » dans cette région, se considérant, à tort, comme l'unique courroie de transmission avec les régimes en place. Les résultats de ce manque d'anticipation ne se sont pas fait attendre. Sur le volet économique de 2000 à 2020, la part relative de la France dans les échanges avec l'Afrique a chuté de 15 à 7,5%. Entre temps, la Chine s'est installée aux premières loges avec 27% de l'ensemble des échanges, suivie par les redoutables Turcs. Petite humiliation supplémentaire! En 2018, l'Allemagne qui a été chassée sans ménagement de l'Afrique après sa défaite de 1945 a dépassé la France dans les échanges commerciaux avec ce continent. Si les performances de la Chine et de la Turquie s'expliquent, les deux pays demeurent imbattables sur les produits industriels d'entrée de gamme et l'attractivité de leurs offres de services est accrue par les facilités de paiement qu'ils accordent.

Ce qui dérange et met à nu la faiblesse l'économie française c'est le dépassement par l'Allemagne, dotée d'une économie plus compétitive avec des intrants à coûts similaires. Le recul français n'a pas pour unique cause le manque de compétitivité de son système productif, il y a aussi le rejet des méthodes d'une diplomatie et les formes d'une présence, ressenties par les pays africains comme de plus en plus intrusives et chargées de relents colonialistes. Le président français, Emmanuel Macron, depuis son élection, malgré les efforts substantiels déployés pour améliorer les relations avec l'Afrique et inverser leurs courbes descendantes, peine à obtenir des résultats remarquables. Les peuples africains, pour la plupart, continuent à manifester leur rejet d'une présence, surtout au Sahel, dont ils ne voient pas l'utilité pour leur sécurité et doutent de son caractère désintéressé. Ainsi, il y a eu augmentation de l'aide, restitution de certains objets culturels, révision de la présence militaire au Sahel, appuis aux démarches de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest sur quelques dossiers sensibles, début de reconnaissance de la responsabilité française dans le génocide au Rwanda, ouverture d'un dialogue avec la jeunesse africaine et la société civile.

Un discours dénué d'empathie

Peut-être est-ce affaire de communication ? Le discours du président français se voulant franc, est considéré comme dénué d'empathie. Son « humanisme » est relativisé par des



L'essayiste politique marocain, Adnan Debbarh/DR

remarques parfois blessantes sur la démographie africaine ou faisant peu de cas de la mort de soldat africain au front au Sahel. Apparemment, le style personnel du président Macron ne passe pas dans ces contrées. Le Maghreb, grande région d'intérêts pour la France, n'a pas été à l'abri des turbulences provoquées par son style « nouveau », dont personne n'est en droit de contester la légitimité. Par contre on peut questionner sa pertinence et son utilité. La notion de punition est très présente dans la démarche du président Macron. L'Algérie «roule les mécaniques», on lui rappelle son histoire peu glorieuse et

quelques vérités sur son régime politique. Le Maroc cherche à diversifier ses alliances politiques et économiques, on n'hésite pas à lui signifier leur irritation de multiples manières. La punition peut s'étendre jusqu'à la population des pays concernés : la restriction des visas. C'est à se demander si la France ressent le besoin de « réactiver son autorité » ? On peut multiplier les exemples. Dernièrement, déçu des résultats d'une visite aux Etats-Unis d'Amérique, le président Macron n'a pas attendu longtemps pour demander l'accélération de la mise en place de « l'autonomie stratégique de l'Europe ». Traduction: éloigne-

ment des Etats-Unis. Ce qui n'a pas manqué de provoquer « l'étonnement » des responsables européens, plus que jamais convaincus de leur dépendance de l'oncle Sam. Menace russe oblige. Tout cela serait bien compréhensible, on doit faire avec les égos, si des intérêts économiques, diplomatiques et culturels n'étaient pas en jeu. Le Maroc est une économie de flux, il doit produire et vendre pour vivre, contrairement à une économie de stocks, cas de l'Algérie qui a la manne pétrolière. Aussi, il doit se positionner en constante quête de création de richesses. La France doit prendre en considération cette contrainte du Maroc et avoir « l'intelligence stratégique » de l'accompagner dans son développement au bénéfice des deux parties. Les entreprises françaises et non des moindres l'ont bien compris en étant présentes au Maroc et non « ailleurs ». « L'opportunité africaine qu'offre le Maroc pour la France est plus que jamais d'actualité. Investir dans de nouveaux secteurs au Maroc et conquérir de nouveaux marchés africains. Alors qu'elle subit un endiguement de sa présence dans l'indo pacifique de la part des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de l'Australie, la diplomatie française serait bien inspirée de ne pas négliger l'Afrique. Cela mettrait en question voire en péril son siège de membre permanent du Conseil de sécurité. Chose que les véritables amis de la France ne souhaitent aucunement », lit-on.

Noël Ndong

Briser la dépendance du riz indien

La crise alimentaire mondiale et l'inflation causées à la suite de la guerre en Ukraine et de la hausse des cours des céréales ainsi que de l'énergie ont rendu pressante la recherche de l'autosuffisance alimentaire en Afrique.

Le riz, désormais l'un des éléments de base de l'alimentation africaine, est particulièrement concerné. L'Inde, deuxième producteur mondial, a annoncé en septembre dernier des restrictions sur ses exportations, faisant craindre une pénurie en Afrique où plus de 280 millions de personnes étaient déjà sous-alimentés en 2020, selon l'Organisation des Nations unies. Le géant asiatique a interdit l'exportation des brisures de riz (du riz à moindre prix et aux grains fracturés accidentellement ou non) et instauré une taxe de 20 % sur les exportations de riz de qualité supérieure pour améliorer l'approvisionnement domestique après une séche-

resse importante dans les principales régions productrices. Pour lutter contre la spéculation, le Sénégal a récemment fixé à 325 FCFA le prix du kilo du riz brisé indien, l'un des moins coûteux et le plus consommé, et quasiment le seul à être importé dans le pays.

Panique et tensions

L'Afrique représente 32% des importations mondiales de riz pour 13% de la population mondiale, selon Africa Rice. La production locale de riz ne couvre qu'environ 60% de la demande actuelle en Afrique subsaharienne, souligne le centre. Ainsi, la décision indienne de limiter ses ex-

portations a créé la panique dans plusieurs pays africains où le riz est une denrée essentielle. Aux Comores, la flambée du cours du riz a provoqué des heurts fin septembre. Au Liberia, des queues se sont formées devant les grossistes sur fond de rumeurs de pénurie. La menace de pénurie est réelle au Sénégal quand l'Inde dit qu'elle ne va plus en exporter. Le pays importe en moyenne chaque année 900 000 tonnes de riz. Cela dépasse les besoins mais l'importation permet de garantir la disponibilité du produit et d'éviter la spéculation.

Produire localement

L'objectif est de réduire cette dépen-

dance. En 2030, la consommation au Sénégal devrait atteindre 1,5 million de tonnes de riz par an. On estime à 1 371 milliards de FCFA l'effort financier nécessaire pour parvenir à l'autosuffisance. Au-delà de la quantité, la supposée moins bonne qualité du riz produit au Sénégal a longtemps détourné les consommateurs. Cela a changé, le Sénégal espère suivre l'exemple ivoirien où les quantités importées d'Inde ont connu une régression de 24% de 2021 à 2022. Autre stratégie, celle du Nigeria, où le riz importé est ultra-taxé à l'arrivée dans les ports et interdit d'entrer par la route.

N.Nd.

SPOILIATION DES TERRAINS DE L'ÉGLISE CATHOLIQUE

La FBCP appelle le magistrat suprême à réagir

Pour cette ONG, le chef de l'Etat doit intervenir en vue d'empêcher à tous les complices dans cette affaire, qui sont parmi les hauts magistrats et les hauts gradés de la police et de l'armée, d'exécuter leur plan, en défaveur de l'Eglise catholique.

La Fondation Bill Clinton pour la paix (FBCP) a protesté contre la spoliation des terrains de l'Eglise catholique. Cette ONG regrette que, dans cette action, y est l'implication de certains hauts gradés de l'armée et de la police ainsi que des politiciens, tel qu'indiqué par l'archevêque métropolitain de Kinshasa, le Cardinal Ambongo, dans l'ultimatum lancé à l'occasion de l'homélie de Noël. La FBCP exhorte, par conséquent, le chef de l'Etat, le magistrat suprême, à réagir en vue de la mise en place d'un véritable Etat de droit dans le pays. « *la FBCP pense que cela ne peut pas aboutir à un résultat escompté si le commandant suprême de la magistrature, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, ne frappe pas très fort contre les intouchables, comme cela avait été fait par le feu-président Laurent-Désiré Kabila, qui avait révoqué 350 magistrats indisciplinés* », a noté cette ONG de défense des droits de l'homme dans sa réaction du 26 décembre 2022.

Distraction pure et simple

Cette ONG regrette, en effet, d'assister à une distraction pure et simple. « *Ici, nous sommes en train d'assister*

à des langages que nous considérons comme les distractions pures et simples. L'ancien président Joseph Kabila avait critiqué les un mauvais fonctionnement de la magistrature congolaise. Malheureusement, au lieu de sanctionner ces magistrats indisciplinés, il n'a rien fait jusqu'à la fin de son mandat », a souligné la FBCP. Et d'appeler l'« *enfant du Pr. Dr. Etienne Tshisekedi wa Mulumba, le président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo* », de se démarquer de cette façon de faire, en sanctionnant les comportements de certains magistrats qui ne respectent pas les lois.

Désengorgement des prisons de la RDC
Cette ONG fustige le fait que la ministre de la Justice, juriste de formation et magistrate, soit dans l'incapacité de réaliser ses nombreuses promesses sur l'amélioration des conditions carcérales et de travail des magistrats. « *Malheureusement, au lieu du désengorgement de ces prisons et maisons d'arrêt, nous assistons chaque jour au contraire à leur surpopulation* », a souligné la FBCP.

Et de noter que certains magistrats affirment qu'ils ont reçu l'ordre de leur hiérarchie de remplir les prisons.

Lucien Dianzenza

MÉDIAS

L'Olpa prend acte de la réouverture des radios à Lomela

L'Observatoire de la liberté de la presse en Afrique (Olpa) a salué la réouverture des stations de radios privées Ekitela et Numbampela, émettant à Lomela, territoire situé à 565 km de Lusambo, chef-lieu de la province du Sankuru.

Prenant acte de la réouverture des deux médias, l'Olpa déplore néanmoins une décision qui a été prise en violation manifeste de la loi portant attribution et fonctionnement du Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication.

Les deux médias, indique-t-il, avaient reçu l'ordre de cesser leurs émissions après la réunion du gouvernement provincial du 17

septembre dernier à Lusambo, les accusant d'être à la base de la recrudescence des tensions communautaires et ethniques, en se transformant en canaux de transmission des messages violents et à connotation tribale. La levée de la mesure de fermeture vient également d'être prise par le gouverneur de la province du Sankuru, Jules Lodi. Les radios Ekitela et Numbampela, précise l'Olpa dans un communiqué du 26 décembre, appartiennent respectivement au sénateur Moïse Ekanga et au député national José Lumu. Elles ont repris leurs émissions le 17 décembre, après quatre-vingt-onze jours d'interruption.

Lucien Dianzenza

COUPE DU CONGO DE BASKETBALL

Le stade des cheminots prêt pour accueillir l'édition de relance

Après six années d'interruption, la Coupe du Congo de basketball reprend ses droits ce 27 décembre au stade des cheminots au KM4, dans le premier arrondissement de Pointe-Noire, Lumumba. La compétition regroupe quatre meilleures équipes masculines des deux principales villes, à savoir Interclub et Cara de Brazzaville et BBS et Black Lions de la capitale économique.

L'édition de relance ne connaîtra que la demi-finale et la finale. Les rencontres seront officiees par les arbitres internationaux et fédéraux

désignés par la fédération, conformément aux règlements officiels de la Fédération internationale de basketball, la Fiba-Afrique, et les règlements généraux des compétitions de la Fédération congolaise de basketball. A l'issue de la compétition et d'après le règlement, seules les équipes finalistes seront récompensées.

Notons que le vainqueur sera directement qualifié pour la Coupe d'Afrique des clubs champions.

Charlem Léa Itoua



**MEILLEURS
PRODUITS
D'ASSURANCES
AUX MEILLEURS
PRIX**

SOCIETE YA BISO

MOKO BANA MBOKA



Assurance automobile



Assurance tous risque chantier



Assurance incendie



Assurance voyage

**PLUS DE 50 ANS DE METIER,
LEADER DES ASSURANCES**

EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
DU CONGO



MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE CULTURELLE,
TOURISTIQUE, ARTISTIQUE ET DES LOISIRS

RÉPUBLIQUE DU CONGO
Unité * Travail * Progrès

CABINET

N° 238 / MICTAL-CAB

Communiquer

Le Ministère de l'industrie culturelle, touristique, artistique et des loisirs organise, sous le haut patronage du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, un concours de danse dénommé « Mopacho Challenge National » sur toute l'étendue du territoire congolais.

Ledit concours se tiendra dans tous les chefs-lieux de départements et arrondissements de Brazzaville et Pointe-Noire le 28 décembre 2022.

Pour soumettre votre candidature, appelez le 06.684.19.62 pour Brazzaville et le 06.632.39.70 pour Pointe-Noire.

Date limite des inscriptions le 26 décembre 2022.

Vous pouvez aussi vous inscrire aux Bars ci-après :

- Makélékélé : La Bénédiction
- Bacongo : Bababoom (foyer des anciens combattants)
- Poto-poto : Caraïbes
- Mougali : Chez Pascal
- Ouenzé : Contrôle technique
- Talangai : Le Jardin
- Mfilou : Le Winner
- Madibou : Lampadaire
- Djiri : Saveur des terroirs

Pour ceux de Brazzaville et,

- Lumumba : Contrôle technique (sur l'avenue de la Révolution)
- Mvou-mvou : Le Raid
- Tié-tié : Espace du randale
- Louandjili : Vision rouge
- Mongo-Mpoukou : Arc-en-ciel
- Ngoyo : Sous les palmiers

Pour ceux de Pointe-Noire.

Le Directeur du Cabinet

Lis Pascal MOUSSODJI NZIENGUI



FOOTBALL

Le week-end des Diablos rouges et des Congolais de la diaspora en Europe

Ecosse, match en retard de la 7e journée, 1re division Dylan Bahamboula n'est pas entré en jeu lors du revers de Livingston sur le terrain du Celtic (1-2). Espagne, 2e tour de la Coupe du roi Santander est éliminé sur le terrain du 6e de 3e division, le Deportivo Linares (0-1). Jordi Mboula est entré à la 87e mn.

Grèce, 14e journée, 1re division Malgré la première titularisation de la saison de Thiévy Bifouma, l'OFI Heraklion s'impose à domicile face à l'Atromitos (0-1). Remplacé à la 46e mn, alors que le score était acquis. Bradley Mazikou était titulaire lors du match nul de l'Aris Salonique à Levadiakos (1-1). L'Aris est 6e avec 22 points, soit 12 de plus que l'OFI, 10e.

Turquie, 15e journée, 1re division Umraniyespor s'incline devant son public face à Basaksehir (1-3). Durel Avounou, titulaire, a été remplacé à la 80e mn. Dans les rangs stambouliotes, Francis Nzaba était sur le banc pour la quatrième fois de la saison.



THEODOROS VARDINOIANNIS STADIUM

Thiévy Bifouma a connu sa première titularisation de la saison (DR)

Dylan Saint-Louis n'est pas entré en jeu lors du match nul concédé par Hatayspor face à Giresunspor (1-1). Au classement, Basaksehir est 3e avec 27 points, Hatayspor est 14e avec 15 points et Umraniyespor reste lanterne

rouge avec 7 petits points. Albanie, 15e journée, 1re division Titulaire, Dzon Delarge a inscrit le but de la victoire du FK Egnatia à Kastrioti Kruje (3-2). Le 3e but de la saison de l'attaquant de 33 ans.

Dans le derby de Tirana, mercredi soir, le Partizani l'a emporté sur le terrain du KF (1-0). Avec Chandrel Massanga titulaire. Au classement, le Partizani est premier avec 29 points, le KF Egnatia est 3e avec 24 points.

Belgique, 18e journée, 1re division Retour à la compétition manqué pour Seraing, défait à domicile par Eupen (0-1). Titulaire, Morgan Poaty a été remplacé à la 87e, juste avant le but adverse. Réduit à dix à la 52e, le Cercle Bruges prend un point à Malines (1-1). De retour d'une longue blessure musculaire, Senna Miangué est entré à la 58e.

Chypre, 14e journée, 2e division Othellos bat Xylotymbou 3-1. Titulaire en défense centrale, Baron Kibamba a ouvert le score à la 18e mn. Son deuxième but de la saison en 8 matches joués.

Ecosse, 19e journée, 2e division Scott Bitsindou, titulaire, et Arbroath chutent lourdement face à Queen's Park (1-4). Arbroath reste 9e sur 10 avec 14 points.

Camille Delourme

EN VENTE



Toute l'actualité Du Bassin du Congo EN VIDÉO

www.adiac.tv

+336 11 40 40 56

info@adiac.tv

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo



LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

VIE DES PARTIS

Le RDPS dresse son bilan de l'année

Le bureau politique du Rassemblement pour la démocratie et le progrès social (RDPS) a tenu, les 22 et 23 décembre au siège du parti, sa deuxième session ordinaire. Les travaux dirigés par Jean Marc Thystère Tchicaya, le président, ont permis de faire le bilan des actions menées au cours de cette année qui s'achève.

Les travaux de la session ordinaire ont porté essentiellement sur la participation du RDPS aux élections législatives et locales de juillet dernier et ses résultats, avec un regard particulier sur son fonctionnement après ces scrutins, avant de se projeter vers les sénatoriales de 2023. Entre autres points inscrits à l'ordre du jour : examen et adoption du compte rendu de la première session extraordinaire du bureau politique tenue le 15 mai 2022 ; présentation de la note de conjoncture sur la situation politique et économique nationale ; activités de la coordination nationale (points des élections, analyse des résultats...) ; examen et adoption du compte rendu de la deuxième session ordinaire du bureau politique.

Dans son discours d'ouverture des assises, Jean Marc Thystère Tchicaya a passé en revue le contexte international (conséquences désastreuses de la covid-19, guerre Russie-Ukraine et ses conséquences, conflits armés en Afrique et autres) et le contexte national (efforts du gouvernement en faveur de la stabilité socioéconomique, consolidation de la reprise économique, diversification économique, lutte



Des participants à la réunion DR

contre la pauvreté, plan national de développement 2022-2026...) auxquels le RDPS doit s'adapter pour répondre aux exigences des temps présents. Il a aussi évoqué le contexte politique national marqué par la rencontre d'Owando et les élections locales et législatives de juillet dernier. Remerciant les organisateurs et saluant le bon déroulement des scrutins, Jean

Marc Thystère Tchicaya a félicité tous les camarades élus à l'Assemblée nationale et aux Conseils de Brazzaville, de Pointe-Noire, du Kouilou, du Niari, de la Bouenza, de la Cuvette, la Cuvette-Ouest, la Sangha et de la Likouala.

Faisant le point des travaux, le président du RDPS a indiqué : « Pour ce qui est des élections, nous avons relevé quelques

difficultés que nous partageons avec nos alliés, particulièrement le Parti congolais du travail. Au niveau de la vie du parti, nous avons regardé comment nos fédérations fonctionnent sur l'ensemble du territoire national et avons relevé un certain nombre de lacunes que nous allons corriger pour être plus performants et at-

teindre nos objectifs».

Evoquant le contexte international et national, il a souligné : « Nous sommes un parti politique. Si on ne réfléchit pas sur les problématiques liées au social et celles que traversent nos compatriotes, les problématiques économiques que nous traversons et qui sont en passe d'être réglées, les difficultés sur la scène internationale qui ont des conséquences sur l'alimentation et l'inflation, si nous ne réfléchissons pas en interne, comment pouvons-nous proposer des solutions au gouvernement ? ». Comme l'a renchéri Julien Mackoundi, secrétaire général du RDPS, la session a aussi permis de voir comment conduire les affaires du parti dans la paix et l'amour en 2023 et se préparer pour les sénatoriales de cette nouvelle année.

Deux motions ont été lues lors des travaux, celle de remerciements au président de la République, Denis Sassou N'Guesso, pour la reconduction de Jean Marc Thystère Tchicaya dans la nouvelle équipe gouvernementale, et celle de confiance au président du RDPS.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

QUATRIÈME ASSEMBLÉE DU CESE

Les participants recommandent l'intensification de l'agriculture au Congo

Le Conseil économique, social et environnemental (CESE) a adopté, le 23 décembre à Brazzaville à l'issue des travaux de sa quatrième session, une vingtaine de recommandations à l'endroit de l'Etat dont l'intensification et la mécanisation de l'agriculture.

Au terme des débats interactifs portant sur les impacts de la crise russo-ukrainienne sur l'économie congolaise, la quatrième assemblée constitutionnelle a préconisé que les cultures vivrières telles le manioc, les ignames, les patates, les bananes plantains... soient intégrées davantage dans la chaîne de valeur agricole du Congo.

Les conseillers ont souhaité la promotion de l'agro-transformation des produits agricoles pour éviter les gaspillages après récolte et que l'Etat développe et/ou améliore les capacités de stockage des produits agricoles. Ils ont recommandé à l'Etat la mise en place d'une politique de constitution de réserves stratégiques pour certains produits alimentaires qui ne peuvent faire l'objet de substitution par les produits locaux.

Les entreprises du secteur agricole sont encouragées à améliorer leur productivité afin d'être compétitives

et saisir les opportunités qu'offre l'entrée en vigueur, depuis le 1er janvier 2021, de la Zone de libre-échange continentale africaine qui promeut le commerce intra-africain.

Au cours des plénières, les membres du CESE ont aussi planché sur la situation des personnes vivant avec handicap au Congo, recommandant de les recenser par catégorie de handicap en vue de la constitution d'un fichier national en la matière. Ils ont suggéré à l'Etat de prendre en charge, de façon précoce, la persistance des facteurs de santé, d'inégalité sociale et culturelle et de créer un fonds de soutien à leur réinsertion. Ils ont conseillé la création d'une carte d'invalidité à leur profit ainsi que l'équipement du Centre national de fabrication des appareillages de tous types et de les rendre accessibles, tout comme la poursuite de la formation des enseignants en braille.

Le volet sportif a été également au centre des débats des conseillers qui ont recommandé à l'Etat d'affirmer la volonté politique à travers un plan stratégique sectoriel ainsi que d'engager des dialogues entre pouvoirs publics et le monde du sport. Le CESE conseille de prendre en compte la subvention des compétitions nationales et d'allouer des crédits pour l'entretien ainsi que la maintenance des installations sportives existantes. De même, ils ont recommandé la mise en place des comités de suivi paritaires entre le ministère en charge des Sports, les collectivités locales et les différentes fédérations sportives afin de pallier les imperfections de fonctionnement. Il a été suggéré la création des centres de formation qui devront prendre en charge les talents dès leur bas âge pour toutes les disciplines, la redynamisation de l'initiative appelée « Contrat objectif », l'organisation des championnats

de toutes catégories dans toutes les disciplines, la création d'une base de données pour le suivi des talents de la base au sommet, l'installation dans les jardins publics et autres endroits aménagés des structures sportives de proximité pour inciter les citoyens à pratiquer le sport de maintien, la relance des jeux de l'ONSSU et les tournois encadrés dans les quartiers. Entre conseillers, les débats de la session ont abordé aussi les dossiers sur l'exploitation minière : ses impacts sur l'environnement et sur la santé humaine. Au terme des échanges, il a été recommandé aux pouvoirs publics de faire respecter scrupuleusement les dispositions de l'article 128 de la loi n° 4-2005 du 11 avril 2005 portant code minier en République du Congo. Il a été demandé à l'Etat de vulgariser les textes sur l'attribution des autorisations et permis d'exploitation minière et d'inciter les entreprises minières à respecter les

clauses inscrites dans le cahier de charges, en veillant particulièrement à la végétalisation des sites exploités très souvent fortement dégradés.

Le CESE suggère à l'Etat et les organisations non gouvernementales de procéder à la conscientisation et la sensibilisation de la population au danger lié à l'exploitation minière artisanale. A l'Etat, il recommande d'amplifier ses appuis multiformes afin que la communauté scientifique s'investisse davantage dans le suivi des caractéristiques physico chimiques des eaux des rivières des sites bénéficiaires des permis d'exploitation minière.

Enfin, il a adopté plusieurs documents importants dont le rapport de la Commission d'apurement des comptes administratifs et de gestion du CESE, exercice 2021.

Fortuné Ibara

FORCES ARMÉES CONGOLAISES

Les unités intègrent les nouvelles casernes

Le chef du gouvernement, Anatole Collinet Makosso, accompagné du ministre de la Défense nationale et de plusieurs membres du gouvernement, ont visité le 23 décembre, dans la périphérie sud de Brazzaville, le complexe des nouvelles casernes (Ndouo, Mont Mambou et Case Barnier) pour en faire un état des lieux et dérouler une feuille de route en leur faveur.

Le but principal de la visite était de se rendre compte de l'installation effective des unités des Forces armées congolaises (FAC) dans ces différents sites. Le Premier ministre a, par ailleurs, eu droit à une présentation concise des infrastructures, entre autres, la base vie, notamment les logements sociaux des sous-officiers et des officiers supérieurs, l'école, l'infirmerie, la boulangerie et l'espace de loisirs.

Au cours de la présentation, les différents chefs de corps ont mis en avant les problématiques rencontrées actuellement, en l'occurrence le mauvais état des routes, le manque d'eau potable ainsi que le faible éclairage des lieux.

Au terme de la visite, Anatole Collinet Makosso a déclaré : « Pour tout dire, nous sommes satisfaits d'avoir visité ces installations, de voir leurs états, de vivre effectivement un bel inves-

tissement au service de nos forces armées et saluer la vision du président de la République, Denis Sassou N'Gessso ».

Pour la protection de ces installations dont il a fait plusieurs constats, des instructions vont être données au ministre des Affaires foncières, aux forces publiques et de la sécurité pour procéder au déguerpissement de tous ceux qui ont occupé les abords de ces casernes et de façon anarchique. « Cela m'étonnerait que ces acquisitions soient régulières. Mais, nous mettrons tout en œuvre afin que les casernes soient mises à l'abri de cette agression foncière et de ces agres-



L'exposé du chef d'état-major général des FAC aux membres du gouvernement/DR

« ...Nous sommes satisfaits d'avoir visité ces installations, de voir leurs états, de vivre effectivement un bel investissement au service de nos forces armées et saluer la vision du président de la République, Denis Sassou N'Gessso »

sions anarchiques de la population qui vient construire tout autour », a prévenu le chef du gouvernement.

A noter que cette visite a eu lieu en présence du chef d'état-major général des FAC, le général de division, Guy Blanchard Okoi.

Guillaume Ondze

EDUCATION

L'Institut psycho pédagogique de Brazzaville rénové

L'épouse du chef de l'Etat, Antoinette Sassou N'Guesso, présidente de la Fondation Congo Assistance (FCA), a inauguré, le 26 décembre, l'Institut psycho pédagogique de Brazzaville rénové après un délabrement avancé.

L'Institut psycho pédagogique de Brazzaville a été construit dans les années 1980 grâce au plaidoyer mené par la première dame du Congo, Antoinette Sassou N'Guesso.

Selon l'entrepreneur chargé d'exécuter les travaux, plusieurs aménagements ont été réalisés à l'extérieur et à l'intérieur du centre, notamment la rénovation des allées en pavé pour une superficie de 340 m2 y compris les bordures bétonnées ; la réparation des trottoirs en moellon ; la réhabilitation des espaces verts constitués d'un hangar pour les visiteurs ; la fourniture et la pose d'un mât de drapeau ; la réhabilitation de l'espace reboisé pour enfants; le renforcement du mur de clôture, etc.

La conseillère spéciale du chef de l'Etat, chargée de l'Action humanitaire et



Antoinette Sassou N'Guesso coupant le ruban symbolique Adiac

directrice de cabinet de l'épouse du chef de l'Etat, Blandine Malila, a dit « sa profonde reconnaissance » à la présidente de la FCA pour « son engagement dans les œuvres de bienfaisance ».

De son côté, la ministre des Affaires sociales et de l'Action humanitaire, Irène Mboukou-Kimbatsa, a exprimé sa « gratitude » à l'épouse du chef de l'Etat pour « tous les efforts déployés pour

venir en aide aux personnes vulnérables ».

« L'acte que vous avez posé ce jour, et qui traduit votre générosité légendaire à accompagner le ministre des Affaires sociales

et de l'Action humanitaire dans ses missions, s'inscrit dans la poursuite de nombreuses réalisations en faveur des enfants en difficulté », a déclaré la ministre de tutelle.

Marqués par ce geste de la présidente de Congo Assistance, les enfants qui ont reçu également divers genres de jouets, des vi vres et plusieurs produits de première nécessité ont exprimé de vive voix leur reconnaissance.

Situé à Poto-Poto, le troisième arrondissement de Brazzaville, l'Institut psycho pédagogique accueille des enfants âgés de 5 à 6 ans, déficients intellectuels ou présentant des troubles de comportement, des troubles d'apprentissage divers, autrement dit des enfants autistes et ceux qui présentent une infirmité motrice cérébrale et autres.

Yvette Reine Nzaba